



LA DOMICILIATION EUROPÉENNE

la «domiciliation SEPA» d'ING Luxembourg

DOMICILIATION EUROPÉENNE OU DOMICILIATION SEPA	3
Introduction à la domiciliation européenne	3
Quels pays font partie de la zone SEPA ?	3
DEUX TYPES DE DOMICILIATIONS EUROPÉENNES	4
La domiciliation standard ou également « Core »	4
La domiciliation « Business to Business » (B2B)	5
R-MESSAGES OU DÉVIATIONS DU PROCESSUS STANDARD	6
R-messages avant règlement	6
R-messages après règlement	6
Tableau récapitulatif des délais de traitement des R-Messages pour ING Luxembourg	7
PROCÉDURE DE CREATION D'UNE NOUVELLE DOMICILIATION EUROPÉENNE	8
Contrat créancier	8
Création des mandats	8
Demande d'encaissement	10
PROCÉDURE DE MIGRATION D'UNE DOM2009 VERS UNE DOMICILIATION EUROPÉENNE	11
Contrat créancier	11
Migration des mandats	11
Demande d'encaissement	13
ANNEXE	14
PLUS D'INFORMATIONS ?	15

DOMICILIATION EUROPÉENNE OU DOMICILIATION SEPA

Introduction à la domiciliation européenne

Depuis l'entrée en vigueur de la directive européenne (2007/64/CE) du 13 novembre 2007 relative aux services de paiement («PSD»), un nouveau système de domiciliation européenne (ou domiciliation SEPA pour Single European Payment Area) a été développé comme moyen de paiement. Celui-ci a pour vocation de remplacer progressivement les systèmes de domiciliation nationaux, dont pour le Luxembourg, le système de domiciliation DOM 2009 qui cessera d'exister au plus tard le **1er février 2014**.

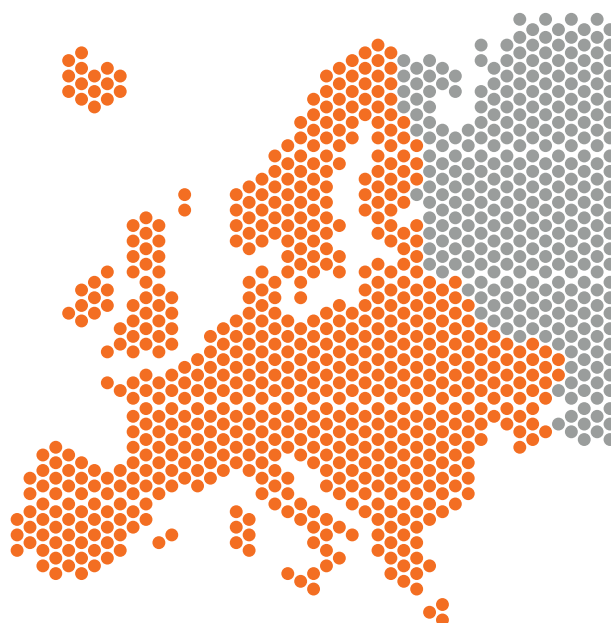
Alors que les domiciliations nationales actuelles vous permettent seulement d'émettre des encaissements dans votre pays, la domiciliation européenne vous offrira la possibilité de procéder à des encaissements dans toute la zone SEPA (28 pays de l'Union européenne + Liechtenstein, Islande, Monaco, Norvège et Suisse) aux mêmes conditions que l'encaissement domestique.

Grâce à la domiciliation européenne, vous aurez la possibilité de gérer vos liquidités de manière plus efficace, sans devoir jongler avec différents comptes, modalités et tarifs en fonction des banques que vous utilisiez pour vos domiciliations nationales.

Quels pays font partie de la zone SEPA ?

La zone SEPA comprend actuellement les pays suivants :

Allemagne	Liechtenstein
Autriche	Lituanie
Belgique	Luxembourg
Bulgarie	Malte
Chypre	Monaco
Croatie	Norvège
Danemark	Pays-Bas
Espagne	Pologne
Estonie	Portugal
Finlande	République Tchèque
France	Roumanie
Grèce	Royaume-Uni
Hongrie	Slovaquie
Irlande	Slovénie
Islande	Suède
Italie	Suisse
Lettonie	



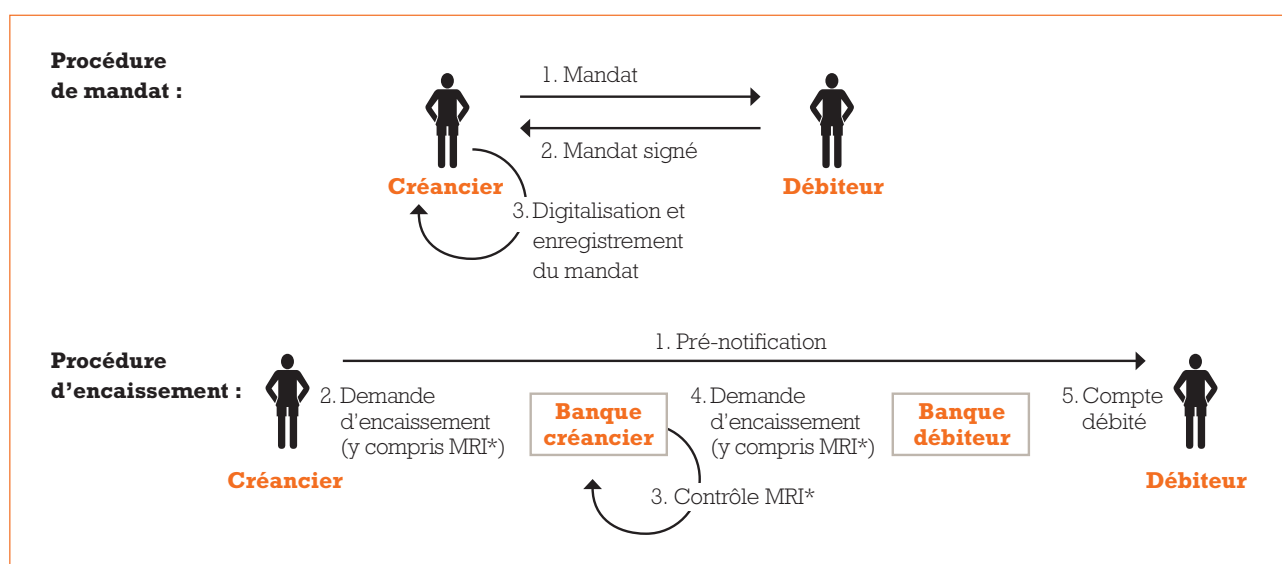
DEUX TYPES DE DOMICILIATIONS EUROPÉENNES

La domiciliation standard ou également «Core»

Ce type de domiciliation s'adresse aux créanciers dont les débiteurs sont soit des consommateurs, soit des non-consommateurs (professionnels). Les débiteurs jouissent d'un droit inconditionnel de remboursement d'une durée de 8 semaines suivant le débit de leur compte.

Schéma d'encaissement

Déroulement schématique des procédures de mandat et d'encaissement pour la domiciliation européenne standard (Core) :



* MRI = Mandate Related Information (informations relatives au mandat)

Ligne de temps



J -14 jours Jour ultime d'envoi d'une pré-notification.

J -5 jours Jour ultime de présentation d'une première demande d'encaissement ou d'une demande d'encaissement unique (non-récurrente) à la banque du débiteur par la banque du créancier.

J -2 jours Jour ultime de présentation des demandes d'encaissement récurrentes à la banque du débiteur par la banque du créancier.

J Jour d'échéance / Jour d'exécution / Jour de paiement / Jour de prélèvement.

J +8 semaines Fin du droit de remboursement.

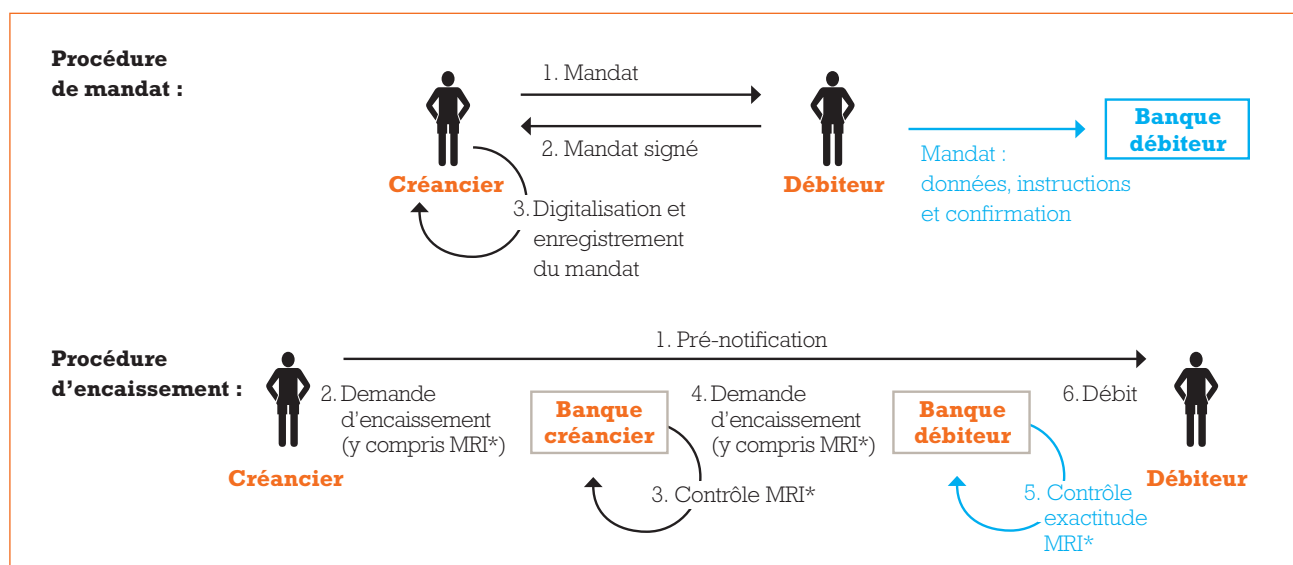
J +13 mois Fin du droit de remboursement en cas de mandat non valable, inexistant ou annulé.

La domiciliation «Business to Business» (B2B)

Ce type de domiciliation s'adresse aux créanciers pour le recouvrement de factures destinées exclusivement à des débiteurs non-consommateurs (professionnels). Dans ce type de domiciliation, il n'y a pas de droit inconditionnel au remboursement.

Schéma d'encaissement

Déroulement schématique des procédures de mandat et d'encaissement pour la domiciliation européenne B2B :



* MRI = Mandate Related Information (informations relatives au mandat)

Ligne de temps



J -14 jours Jour ultime d'envoi d'une pré-notification.

J -1 jours Jour ultime de présentation d'une demande d'encaissement unique, d'une première demande d'encaissement d'une série récurrente et des demandes d'encaissement récurrentes à la banque du débiteur par la banque du créancier.

J Jour d'échéance / Jour d'exécution / Jour de paiement / Jour de prélèvement.

J +13 mois Fin du droit de remboursement en cas de mandat non valable, inexistant ou annulé.

R-MESSAGES OU DÉVIATIONS DU PROCESSUS STANDARD

La domiciliation européenne introduit 6 cas de déviation du processus standard, appelé R-Messages.

Ces 6 cas, décrits ci-dessous, peuvent intervenir avant ou après le jour de prélèvement (J), et être initiés par le créancier, le débiteur ou leurs banques respectives.

R-messages avant règlement

- Une demande d'annulation/de révocation est une demande par le créancier/la banque créancière de rappeler/d'annuler l'instruction pour un encaissement avant règlement. Le créancier peut rappeler/annuler les domiciliations européennes par lot. Le créancier doit envoyer sa demande d'annulation la veille (J-1) au plus tard.
- Un refus est une demande introduite par le débiteur avant règlement, pour quelque raison que ce soit, priant la banque débitrice de ne pas payer un encaissement par domiciliation européenne bien précis. Le débiteur peut refuser l'encaissement par domiciliation européenne jusqu'à la veille (jour ouvrable bancaire) de la date d'échéance de la domiciliation européenne. Le débiteur doit être informé des heures de fermeture de chaque canal et est tenu de les respecter. Les demandes reçues au-delà de l'heure limite de fermeture du canal entraîneront une réévaluation de la date valeur.
- Un rejet est un encaissement par domiciliation européenne qui ne peut pas être exécuté avant règlement interbancaire par la banque débitrice (format incorrect, IBAN erroné, compte clôturé, blocages définis par le débiteur...).

Veuillez noter que lorsque la première instruction d'une demande d'encaissement européenne récurrente n'a pas été réglée (c'est-à-dire refusée, annulée ou rejetée), on considère qu'elle n'a jamais été envoyée. L'encaissement doit être renvoyé comme une «première» demande d'encaissement (par le créancier) avec les mêmes informations ou des informations corrigées et en respectant le même délai (J-5).

R-messages après règlement

- Une demande de remboursement est une demande émanant du débiteur de rembourser un encaissement par domiciliation européenne standard ayant été exécuté ; cette demande doit être introduite dans des délais spécifiques : jusqu'à 8 semaines pour les encaissements autorisés et jusqu'à 13 mois pour les encaissements non autorisés (erreur de la banque ou fraude). Dans le cas du B2B, un remboursement est uniquement possible en cas d'encaissement non autorisé.

Veillez noter que le débiteur n'a la possibilité d'initier une demande de remboursement d'un encaissement (à la fois autorisé et non autorisé) qu'une seule fois. Cette règle s'applique à tous les «R-messages» : il ne peut y avoir qu'un R-message par transaction. Notez également qu'un remboursement ne dispense pas le débiteur de son obligation légale de payer le créancier s'il a obtenu le service convenu.

- Un **remboursement** est effectué lorsque le créancier se rend compte qu'un encaissement par domiciliation n'aurait pas dû être traité après la compensation et le règlement, et qu'il vise à rembourser au débiteur l'encaissement erroné.
- Une **rectification** est un encaissement par domiciliation qui est dérouté de l'exécution normale après règlement interbancaire et est initié par la banque débitrice dans les 5 jours cibles (par exemple en cas de provision insuffisante) ou dans les 2 jours cibles pour le B2B.

Tableau récapitulatif des délais de traitement des R-Messages pour ING Luxembourg

D'une manière générale, J = Jour d'échéance / Jour d'exécution / Jour de paiement / Jour de prélèvement

Types de R-messages	Soumis par	Date ultime de soumission	
		Core	B2B
Demande d'annulation	Banque du créancier ou Créancier	J -1 (15h)	J -1 (15h)
Refus	Débiteur	J -1 (15h)	J -1 (15h)
Rejet	Banque du débiteur	J	J
Remboursement	Créancier	J +5	J +5
Rectification	Banque du débiteur ou Débiteur	J +5	J +2
Demande de remboursement pour prélèvement autorisé	Débiteur	J +8 semaines	Non Applicable
Demande de remboursement pour prélèvement non autorisé	Débiteur	J +13 mois	J +13 mois

En annexe, vous trouverez les lignes de temps globales Core et B2B incluant les dates du processus de domiciliation ainsi que les R-Messages

PROCÉDURE DE CREATION D'UNE NOUVELLE DOMICILIATION EUROPÉENNE

Contrat créancier

La première étape dans la création de domiciliations sera le contrat conclu entre le créancier et ING Luxembourg. Celui-ci comportera les éléments suivants :

- le type de schéma (Core ou B2B)
- le canal (ex : Multiline)
- les limites d'utilisation

ING Luxembourg communiquera au créancier un identifiant créancier suivant le format européen sauf s'il possède déjà un tel identifiant. Celui-ci est déterminé par l'ABBL (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) et est unique sur la place de Luxembourg.

Cet identifiant créancier est valable pour toutes les banques et ce, dans tous les pays SEPA. Le créancier utilisera cette identification à chaque demande de paiement.

Création des mandats

Le schéma de domiciliation impose la création de mandats entre les créanciers et les débiteurs pour pouvoir procéder aux prélèvements.

Avec la domiciliation européenne, la création, la gestion et l'archivage de ces mandats est sous la responsabilité des créanciers.

Le mandat doit contenir les éléments suivants :

- domiciliation Core ou B2B
- texte légal et clauses juridiques adaptées Core ou B2B (voir ci-dessous)
- nom et adresse du titulaire du compte (le débiteur)
- BIC et IBAN du débiteur
- nom et adresse du créancier
- identifiant créancier
- type de paiement (unique ou récurrent)
- lieu et date de signature
- signature du titulaire du compte (le débiteur)
- numéro de référence du mandat unique (maxi 35 positions)
(peut-être identique au numéro de mandat utilisé actuellement pour DOM-2009)

Attention : Toutes les données doivent se trouver au recto du document.

Vous trouverez des exemples de mandats Core et B2B sur www.ing.lu.

Textes légaux :

Core

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier.

Vous bénéficiez d'un droit à un remboursement par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Toute demande de remboursement doit être présentée auprès de votre banque dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte.

Vos droits concernant le mandat ci-dessus sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

B2B

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) le créancier à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions du créancier.

Ce mandat est destiné uniquement aux transactions business-to-business. Vous ne bénéficiez pas d'un droit à un remboursement par votre banque après le débit de votre compte, mais jusqu'à la date d'échéance, vous avez le droit de demander à votre banque de ne pas débiter votre compte.

NB : Pour les mandats B2B :

- *ce schéma n'est destiné qu'à des débiteurs professionnels ;*
- *le débiteur ne jouit pas d'un droit inconditionnel au remboursement ;*
- *un débiteur qui signe un mandat de domiciliation européenne B2B avec un créancier est tenu de confirmer ce mandat auprès de sa banque. Tant que le débiteur n'aura pas confirmé le mandat, tous les prélèvements sur ce mandat seront automatiquement renvoyés impayés ;*
- *ce schéma est en outre facultatif ; les banques des débiteurs n'ont aucune obligation d'accepter des domiciliations européennes B2B. La liste des banques accessibles pour des mandats de domiciliation européennes B2B se trouve sur : <http://www.ebaclearing.eu>.*

Besoin d'aide pour la préparation de vos mandats ?

Le Conseil Européen des Paiements (European Payments Council) a édité le document « Guidelines for the Appearance of Mandates » que vous pourrez trouver sur www.europeanpaymentscouncil.eu

Demande d'encaissement

Procédure de certification

Avant l'envoi de la première demande d'encaissement en production, le créancier effectuera des tests de certification.

Ceux-ci comportent les étapes suivantes :

- vérification des fichiers à l'aide d'un outil validation (validation tool)
- tests fonctionnels et techniques avec ING Luxembourg

Une fois la procédure de certification validée, le créancier pourra envoyer ses demandes d'encaissement en production.

Procédure en production

Format des messages :

Les demandes d'encaissement doivent parvenir à ING Luxembourg selon le format XML (ISO 20022) en utilisant le message standard pain.008.001.02.

Pour plus d'informations sur le format du message, vous pouvez vous référer à la brochure « Guide pour le format XML du European Direct Debit ».

Canaux :

Actuellement, le canal possible pour les demandes d'encaissement est Multiline.

Nous travaillons sur l'ouverture d'autres canaux. N'hésitez pas à contacter votre chargé de relation pour plus de renseignements.

Reporting :

ING Luxembourg fournira les extraits relatifs aux opérations acceptées ou refusées (extraits papier et canaux de distribution My ING et Multiline) ou via les extraits au format swift MT940/942.

PROCÉDURE DE MIGRATION D'UNE DOM2009 VERS UNE DOMICILIATION EUROPÉENNE

Contrat créancier

La première étape dans la création de domiciliations sera le contrat conclu entre le créancier et ING Luxembourg. Celui-ci comportera les éléments suivants :

- le type de schéma (Core ou B2B)
- le canal (ex : Multiline)
- les limites d'utilisation

ING Luxembourg communiquera au créancier un identifiant créancier suivant le format européen sauf s'il possède déjà un tel identifiant. Celui-ci est déterminé par l'ABBL (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) et est unique sur la place de Luxembourg.

Cette Identification créancier est valable pour toutes les banques et ce, dans tous les pays SEPA. Le créancier utilisera cette identification à chaque demande de paiement.

Par ailleurs, le créancier devra signer également une annexe concernant la migration des mandats.

Migration des mandats

Changement dans la gestion des mandats

Jusqu'à présent, dans le cadre du DOM2009 la conservation et le contrôle des mandats était de la responsabilité de la banque du débiteur. Désormais, dans le cadre du SEPA Direct Debit la création, la gestion et la conservation des mandats reviennent directement au créancier; de plus le format des nouveaux mandats a changé.

Cependant, les banques du débiteur se sont engagées à conserver les mandats (papier) jusqu'au 31/12/2017 et à fournir la preuve de l'existence du mandat jusqu'à cette date, à la demande du créancier. A partir du 01/01/2018, cette responsabilité reviendra intégralement au créancier.

Confirmation de l'existence des mandats

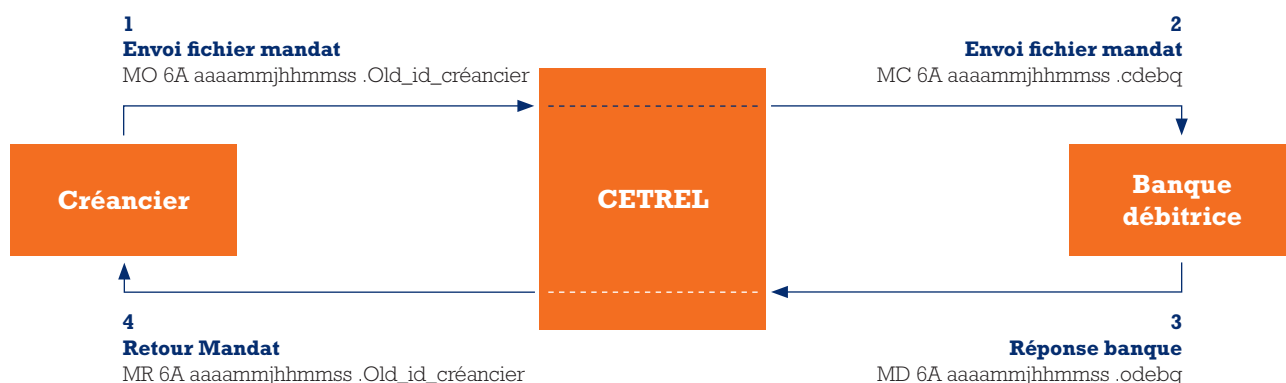
Le créancier va pouvoir « récupérer » l'information dématérialisée de ses mandats logés auprès des banques des débiteurs en obtenant une confirmation électronique de l'exactitude des données des mandats existants. (www.abbl.lu/direct-debit)

Pour ce faire, le créancier adressera une demande de migration électronique des mandats à CETREL en respectant le format imposé par celle-ci (www.cetrel.lu) et en indiquant notamment :

- ancien et nouvel identifiant créancier
- ancien et nouvel identifiant mandat
- banque du débiteur et no de compte
- type de mandat (Core ou B2B)

CETREL se chargera de transmettre la demande auprès des différentes banques des débiteurs puis de donner une réponse consolidée au créancier.

Schéma de ce processus :



Obligation d'information des débiteurs

Le créancier doit informer les débiteurs sur la migration des mandats existants DOM2009 vers le nouveau système SEPA.

Migration effective des mandats

A la première demande d'encaissement SEPA (First Collection), le créancier communiquera son nouvel identifiant créancier, les nouveaux et anciens numéros de mandats DOM-2009. C'est à ce moment là que les mandats seront réellement migrés et donc que les mandats DOM2009 ne seront plus utilisables.

À noter :

Durant la période de migration, vous pouvez en tant que créancier, utiliser à la fois des Domiciliations DOM2009 et des domiciliations européennes, ce qui vous permet de travailler en plusieurs phases. Néanmoins, il ne vous sera pas possible, pour un débiteur pour lequel son mandat est migré, de continuer à transmettre des demandes d'encaissement sous format DOM2009 pour le même mandat.

Par ailleurs, les banques du débiteur se sont engagées à conserver les mandats (papier) jusqu'au 31/12/2017 et à fournir la preuve de l'existence du mandat jusqu'à cette date, à la demande du créancier. À partir du 01/01/2018, cette responsabilité reviendra intégralement au créancier.

Demande d'encaissement

Procédure de certification

Avant l'envoi de la première demande d'encaissement en production, le créancier effectuera des tests de certification.

Ceux-ci comportent les étapes suivantes :

- vérification des fichiers à l'aide d'un outil validation (validation tool)
- tests fonctionnels et techniques avec ING Luxembourg

Une fois la procédure de certification validée, le créancier pourra envoyer ses demandes d'encaissement en production.

Procédure en production

Format des messages :

Les demandes d'encaissement doivent parvenir à ING Luxembourg selon le format XML (ISO 20022) en utilisant le message standard pain.008.001.02.

Pour plus d'informations sur le format du message, vous pouvez vous référer à la brochure «Guide pour le format XML du European Direct Debit».

Canaux :

Actuellement, le canal possible pour les demandes de prélèvement est Multiline.

Nous travaillons à l'ouverture d'autres canaux. N'hésitez pas à contacter votre chargé de relation pour plus de renseignements.

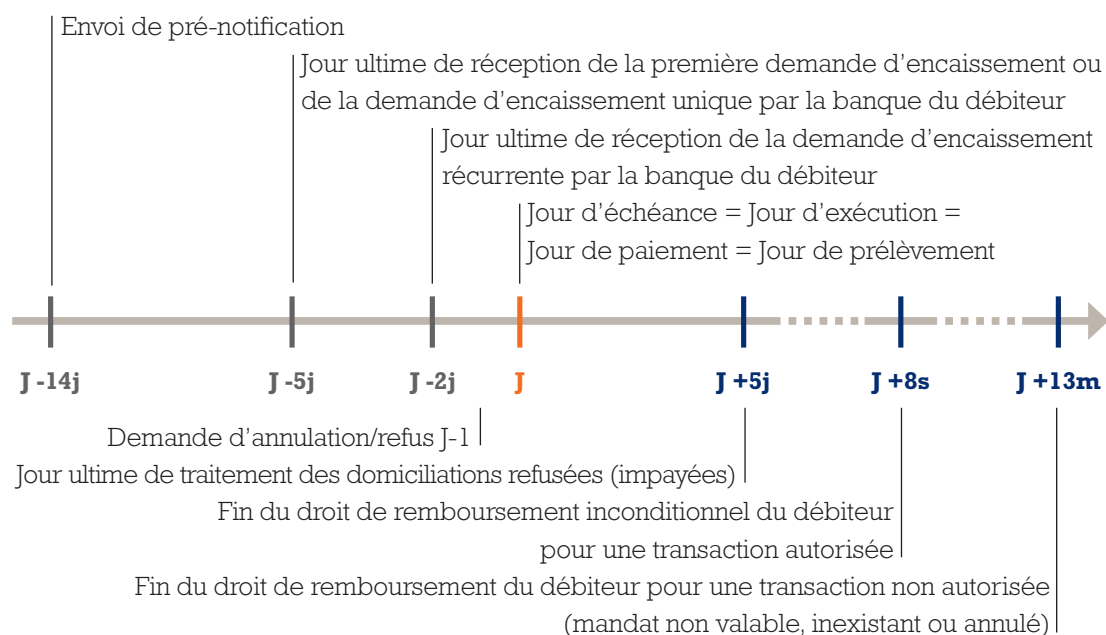
Reporting :

ING Luxembourg fournira les extraits relatifs aux opérations acceptées ou refusées (extraits papier et canaux de distribution My ING et Multiline) ou via les extraits au format swift MT940/942.

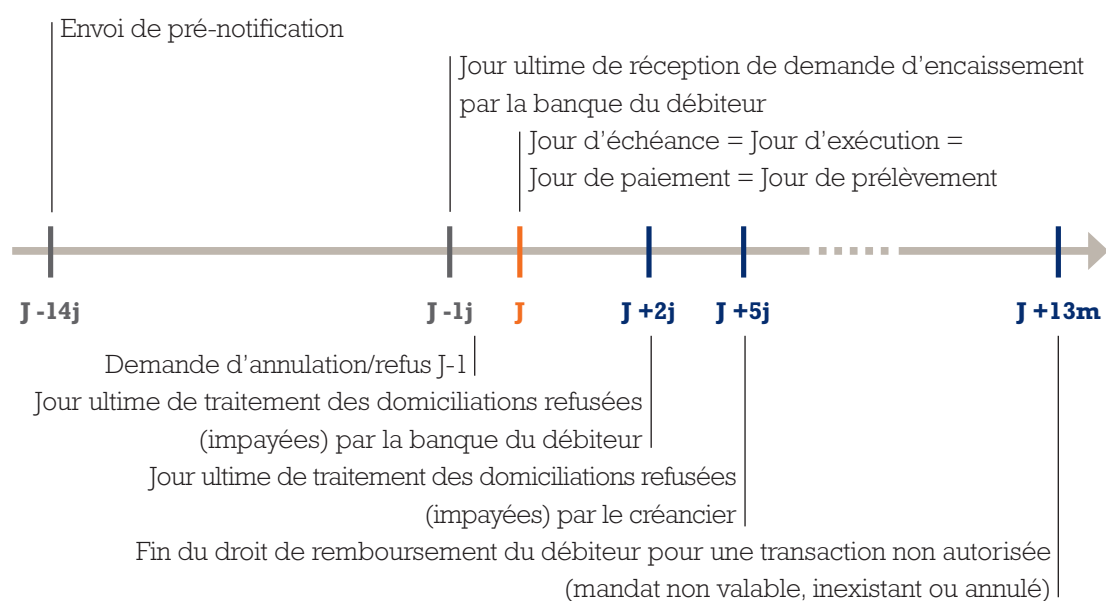
ANNEXE

Lignes de temps globales

Core



B2B



PLUS D'INFORMATIONS ?

Votre chargé de relation est disponible pour plus de renseignements.

Nous vous conseillons également de consulter les sites :

- ING Luxembourg : www.ing.lu
- SEPA, step by step : www.ingsepa.com
- Association des Banques et Banquiers, Luxembourg : www.abbl.lu
- European Payments Council : www.europeanpaymentscouncil.eu

Mentions légales

1. Les éléments contenus dans ce document ont été préparés dans un but exclusivement didactique et informatif et sont sujettes à modification sans préavis. Le présent document ne peut en aucun cas être considéré comme constituant un conseil ou un avis ayant une portée juridique quelconque.

2. Bien qu'une attention particulière ait été portée à la rédaction du présent document, son exactitude ou son exhaustivité ne peut faire l'objet d'aucune garantie ou déclaration, implicite ou explicite. Ni ING Luxembourg S.A., ni aucune autre société ou entité appartenant au groupe ING, ni aucun de ses dirigeants, directeurs ou employés ne peut être tenu directement ou indirectement pour responsable des informations et/ou des recommandations, de quelque nature, contenues dans le présent document.

3. Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce document ne peuvent être copiées, reproduites, distribuées ou transmises à qui que ce soit, à tout moment, sans l'approbation écrite préalable d'ING Luxembourg S.A.

ING Luxembourg

52, route d'Esch
L-2965 Luxembourg

www.ing.lu

